

# Chronologie 1995\*

## Environnement extérieur de la France

### Événements Internationaux

- I.1 — Création de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, succédant au GATT.
- III.24 — La nomination de l'italien Renato Ruggiero à la tête de l'OMC est ratifiée par le Conseil de l'OMC. Il prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> mai.
- V.11 — Les 178 pays représentés depuis le 17 avril à New-York à la conférence organisée par les Nations-Unies signent un texte qui rend permanent, au plus tard en 1996, le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en vigueur depuis mars 1970.
- VII.28 — Hanoï est admis au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).
  - Après trois ans de négociations, les représentants des 90 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) adoptent à Genève, un accord intérimaire sur la libéralisation des services financiers.
- IX.4-8 — 4<sup>e</sup> conférence mondiale sur les femmes organisée par l'ONU à Pékin (Chine).

### Union Européenne

- 1 — La France préside pour six mois l'Union européenne.
  - L'Union européenne s'élargit à quinze membres avec l'entrée officielle de l'Autriche, la Finlande et la Suède.
- 23 — Le Luxembourgeois Jacques Santer remplace Jacques Delors à la présidence du Parlement européen.

---

\* Une chronologie pour les années 1972 à 1981 se trouve dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18, 22, 26, 30, 35, 39, 43, 48 et 52. Jusqu'au numéro 26 les événements y sont répartis en deux catégories, politiques et économiques ; ensuite ils sont réunis, mais avec, comme antérieurement, une première partie consacrée à l'environnement extérieur de la France et une seconde à la France.

- III. 6 — Réuni à Bruxelles, le Comité monétaire de l'Union européenne décide de dévaluer la peseta de 7 % et l'escudo de 3,5 %.
- 26 — La convention de Schengen entre en principe en application dans sept pays de l'Union européenne, pour la première étape de création d'un « espace européen » où les personnes pourront se déplacer sans contrôle aux frontières.
- VI. 1 — L'Espagne préside pour six mois l'Union européenne.
- XII.15-16 — Sommet européen à Madrid où le nom Euro est donné à la monnaie unique. Un calendrier précis est fixé par les quinze chefs d'Etat et de gouvernement. Le 1<sup>er</sup> janvier 1999 des taux de conversion de certaines monnaies seront irrévocablement fixés par rapport à l'Euro. Le 1<sup>er</sup> juillet 2002, les billets et pièces nationales des pays ayant adopté l'Euro cèderont la place à d'autres libellés l'Euro.

### **Algérie**

- I.8-13 — Réunis à Rome, les principaux partis de l'opposition algérienne, islamistes compris, présentent une plate-forme de propositions minimales, destinées à sortir l'Algérie de l'impasse. Le 18, le gouvernement algérien rejette la plate-forme de l'opposition. Le 21, l'Armée islamique du Salut (AIS) récuse à son tour la Déclaration de Rome.
- XI.16 — Premier tour de l'élection présidentielle, où les Algériens accordent la majorité de leurs suffrages au général sortant Liamine Zéroual, avec 61,34 % des voix.

### **Allemagne**

- I.1 — Pendant l'année 1994 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,48 % par rapport à 1993 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 4 %, et en moyenne de 4,9 % par rapport à 1993 ;
  - l'excédent commercial a été de 73,28 milliards de DM et le déficit de la balance des paiements courants de 34,2 milliards de DM.
- A la fin de l'année 1994 le nombre des demandeurs d'emploi était de 3 574 soit 9,3 % de la population active.
- 25 — Le gouvernement allemand annonce un programme de 3 milliards de marks pour lutter contre le chômage de longue durée.
- II.24- III.7 — Mouvement de grève lancé par le syndicat IG Metall. Conclusion d'un accord entre IG Metall et le patronat, sur

- une hausse de salaires de 3,4 % plus des avantages annexes équivalant à environ 0,5 % pour 1995.
- 30 — La Bundesbank ramène son taux d'escompte de 4,5 % à 4 %. Le taux Lombard demeure inchangé à 6 %. Le taux des pensions, stable à 4,85 % depuis le 27 juillet 1994, est abaissé à 4,50 % pour l'appel d'offres du 4 avril.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,3%.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 25 — La Bundesbank ramène le taux d'escompte de 4,0 % à 3,5 %. Le taux Lombard reste inchangé à 5,25 %.
- 30 — La Bundesbank réduit le taux minimum à 4,30 % contre 4,39 %.
- IX.5 — La Bundesbank réduit le taux des prises en pension à 4,20 %.
- 12 — Le syndicat IG Metall et le constructeur automobile signent un accord qui comporte le maintien de la semaine de quatre jours et une augmentation de salaires de 4 %.
- La Bundesbank baisse le taux des prises en pension de 4,20 % à 4,15 %.
- 20 — La Bundesbank baisse le taux des prises en pension à 4,12 %.
- 27 — La Bundesbank baisse le taux des prises en pension à 4,08 %.
- X.4 — La Bundesbank baisse le taux des prises en pension à 4,05 %.
- 11 — La Bundesbank baisse le taux des prises en pension à 4,03 %.
- 17 — Devant le Congrès de la CDU, Helmut Kohl souligne l'intangibilité des critères de Maastricht.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 2 — La Bundesbank baisse le taux des prises en pension à 4,02 %.
- XII. 14 — La Bundesbank ramène le taux d'escompte de 3,5 % à 3 %. Baisse du taux Lombard de 5,25 % à 5 %

### **Bosnie-Herzégovine**

- II.13 — A La Haye, le tribunal pour l'ex-Yougoslavie lance sa première accusation de génocide contre un groupe de Serbes responsables d'« atrocités à l'intérieur et autour du camp de la mort d'Omarska ».
- VIII. 4 — L'armée croate déclenche l'offensive la plus importante depuis la guerre serbo-croate de 1991.
- 30 — Les Serbes de Bosnie décident de se rallier aux positions « conciliantes » du président serbe, Slobodan Milosevic, qui négociera désormais en leur nom.
- IX. 1 — Suspension des frappes aériennes de l'OTAN.
- XI. 1-21 — Les présidents de Serbie, Slobodan Milosevic, de Bosnie, Alija Izetbegovic, et de Croatie, Franjo Tudjman se réunissent sur une base militaire près de Dayton, dans l'Ohio, aux Etats-Unis, pour négocier un accord de paix sur l'ex-Yougoslavie. Sarajevo restera la capitale unifiée d'un « État unique » qui sera constitué de deux « parties » — la Fédération croato-musulmane et l'entité serbe. Les « individus accusés de crime de guerre seront exclus de la vie politique ». La signature officielle devra avoir lieu à Paris, en décembre.
- 24 — Les séparatistes serbes de Bosnie-Herzégovine se rallient à l'accord de paix conclu à Dayton.
- XII. 14 — Signature à Paris de l'accord de paix sur la Bosnie-Herzégovine entre les présidents de trois républiques de l'ex-Yougoslavie.

### **Espagne**

- III. 6 — Dévaluation de la peseta de 7 %.

### **Etats-Unis**

- I.1 — Pendant l'année 1994 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,7 % par rapport à 1993 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 6,1 % et en moyenne de 5,3 % par rapport à 1993 ;
  - le déficit commercial a été de 176 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 151,2 milliards de dollars.
- A la fin de 1994 le nombre des demandeurs d'emploi était de 7 155 millions, soit 5,4 % de la population active.

- II.1 — Le Système de réserve fédérale relève le taux des fonds fédéraux, de 5,50 % à 6 %, et le taux d'escompte de 4,75 % à 5,25 %. Les grandes banques américaines relèvent le taux de base bancaire de 8,50 % à 9,0 %.
  
- 6 — Bill Clinton présente au Congrès son programme budgétaire pour les cinq ans à venir, comportant des réductions d'impôt pour les classes moyennes à hauteur de 62,7 milliards de dollars, un relèvement de certaines taxes et des économies budgétaires. l'exercice 1995-1996 se solderait par un déficit de 196 milliards (2,6 % du PIB), contre 192 milliards en 1994-1995 (2,7 % du PIB) et 203,4 milliards en 1993-1994 (3 % du PIB).
  
- 24 — L'indice Dow Jones atteint son plus haut niveau historique à 4 011.
  
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,8 %.
  
- V. 8 — Échec des négociations entre les Etats-Unis et le Japon sur l'automobile.
  
- 11 — Annonce de sanctions commerciales américaines contre le Japon.
  
- 16 — Michaël Kantor annonce que les Etats-Unis imposeront des surtaxes douanières de 100 % sur certains modèles de voitures japonaises de haut de gamme si Tokyo n'ouvre pas son marché aux automobiles et pièces détachées américaines.
  
- VI. 28 — Les États-Unis et le Japon concluent à Genève un accord sur l'automobile.
  
- VII. 6 — A l'issue du Comité fédéral de l'open market, le Système de réserve fédérale baisse de 6,0 % à 5,75 % l'objectif de taux des fonds fédéraux.
  
- 7 — Les principales banques réduisent de 9 % à 8,75 % leur taux de base.
  
- 11 — Bill Clinton annonce la « normalisation des relations diplomatiques » avec Hanoï.
  
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.
  
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.

### **Irlande**

- II.22 — Le Premier ministre britannique, John Major, et son homologue irlandais, John Bruton, rendent public le document conjoint contenant les propositions des deux États pour ramener la paix en Irlande du Nord.
- III.22 — 400 soldats britanniques quittent l'Irlande du Nord, premier retrait depuis le début, en 1969, des troubles en Ulster.

### **Israël**

- IX.28 — Yassert Arafat, représentant de l'OLP et Itzhak Rabin, Premier ministre israélien, signent à Washington les accords sur l'extension de l'autonomie de la Cisjordanie conclus le 25 à Taba (Egypte). Selon ces accords, Israël se retirera, début octobre, de six villes de Cisjordanie et partiellement d'Hébron.
- XI.4 — Un jeune extrémiste juif assassine Itzhak Rabin à Tel-Aviv, en Israël. Shimon Pérès est nommé Premier ministre.

### **Japon**

- I.1 — Pendant l'année 1994 :
- la hausse des prix de détail a été de en glissement de 0,7 % par rapport à 1993 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 6,5 % et en moyenne de 1,2 % par rapport à 1993 ;
  - l'excédent commercial a été de 12 396 milliards de yens et celui de la balance des paiements courants de 13 200 milliards de yens.
- A la fin de 1994 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1 870 millions, soit 2,8 % de la population active.
- 17 — Très important tremblement de terre à Kobé.
- III. 20 — Un attentat à l'arme chimique (le sarin) dans le métro de Tokyo provoque la mort de 12 personnes et en intoxique 5 000 autres. Le gourou Shoko Asahara de la secte Aum Shinri-kyo est arrêté et inculpé de meurtre.
- 31 — La Banque du Japon baisse le taux du jour le jour de 2,25 % à 1,75 %.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,6 %.
- 14 — La Banque du Japon baisse le taux d'escompte de 1,75 % à 1 %, taux le plus bas de l'histoire du pays. Le gouvernement annonce un plan de soutien à l'économie.

- V. 10 — Le gouvernement japonais approuve un budget supplémentaire de 2 700 milliards de yens (32 milliards de dollars), destiné à financer la reconstruction de Kobé et à soutenir l'économie japonaise, confrontée à la hausse du yen.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- IX. 8 — La Banque du Japon baisse le taux d'escompte de 1 % à 0,5 %.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,3 %.

### **Mexique**

- I. 1 — Le président mexicain Ernesto Zedillo annonce un programme d'austérité draconien destiné à stabiliser le cours du peso.
- 3 — Le dollar s'élève sur le marché de Mexico de 3,45 pesos à la mi-décembre à 5,35 pesos, soit une dévaluation du peso de 35,5 %.
- 31 — Le président américain Bill Clinton prend un décret par lequel les États-Unis s'engagent à fournir une aide de 20 milliards de dollars. Le FMI annonce qu'il porte ses crédits au Mexique à 17, 8 milliards de dollars. Au total, le plan de sauvetage atteint 50 milliards de dollars.

### **Pologne**

- XI.19 — Second tour des élections présidentielles où le candidat post-communiste Alexandre Kwasniewski, 41 ans est élu président de la République par 51,4 % contre 48,6 % pour Lech Walesa.

### **Portugal**

- III. 6 — Dévaluation de l'escudo de 3,5 %.

### **Royaume-Uni**

- I.1 — Pendant l'année 1994 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,5 % par rapport à 1993 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 8,4 % et en moyenne de 4,9 % par rapport à 1993 ;
  - le déficit commercial a été de 10 594 milliards de livres et celui de la balance des paiements de 1 684 milliards de livres.

- A la fin de 1994 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2 419 millions, soit 8,6 % de la population active.
- II.2 — La Banque d'Angleterre relève le taux d'intervention de 6,25 % à 6,75 %.
- 26 — La Banque d'affaire britannique Barings Brothers, fondée en 1762, est placée sous administration judiciaire à la suite de pertes importantes sur le marché à terme de Singapour.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, hausse de 0,8 % des prix de détail.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 1,6 %.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.

### **Russie**

- II. 13 — Les combattants militaires russe et tchéchène, réunis en Ingouchie, concluent un cessez-le-feu immédiat mais partiel, prévoyant l'arrêt des affrontements aux armes lourdes et des bombardements aériens.
- VIII. 16 — Des unités de l'armée russe commencent à se retirer de plusieurs localités pour se regrouper autour de Grozny, tandis que le mouvement de désarmement des combattants tchéchènes débute.
- XII.17 — Elections législatives où le Parti Communiste arrive en tête avec 22 % des suffrages.

### **Rwanda**

- VI.9 — Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution par laquelle il proroge de 6 mois (jusqu'au 8 décembre) le mandat de la mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda. Le 27, le tribunal pénal international pour le Rwanda qui siègera à Arusha (Tanzanie) pour juger les instigateurs du génocide rwandais est constitué à La Haye (Pays-Bas).

## France

- I.1 — Pendant l'année 1994 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,6 % par rapport à 1993 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 7,1 %, et en moyenne de 2,8 % par rapport à 1993 ;
  - l'excédent commercial a été de 82,3 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 44,7 milliards de francs.
- A la fin de 1994 le nombre des demandeurs d'emploi était de 3, 087 millions, soit 12 % de la population active.
- Le nombre de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) s'élève à 940 000 fin décembre, en hausse de 18,5 % sur un an ; le coût du RMI a été de 19,6 milliards de francs en 1994.
- 4 — Lionel Jospin annonce sa candidature à l'élection présidentielle.
- 17 — Le ministre du Travail annonce la création de 10 000 places supplémentaires en crédit-formation individualisé (CFI), pour assurer la préqualification des 16-19 ans, et ouvre aux jeunes les stages d'accès à l'entreprise (SAE), jusqu'alors réservés aux adultes.
- II.1 — En janvier :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
  - excédent de la balance commerciale de 8,1 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 306,4 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Le congrès extraordinaire du PS investit Lionel Jospin candidat à l'élection présidentielle.
- 6-14 — Privatisation de la SEITA.
- 13 — Edouard Balladur présente son programme à l'élection présidentielle.
- 17 — Jacques Chirac présente son projet présidentiel.
- 22 — Roland Dumas succède à Robert Badinter à la tête du Conseil Constitutionnel.

- III.1 — En février :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur de 10,2 milliards de francs (cvs) ;
  - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi, soit à 3 296,2 millions en fin de mois (cvs).
- 8 — Le Conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France suspend le taux de ses prises en pension de 5 à 10 jours au taux de 6,4 % et le remplace par des pensions à 24 heures au taux de 8 %.
- 10 — Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Alsthom est mis en examen pour recel d'escroqueries au détriment de France Télécom et pour abus de biens sociaux aux dépens de sa propre entreprise.
- 21-24 — 43<sup>e</sup> Congrès de la CFDT à Montpellier où Nicole Notat, Secrétaire générale de la Confédération depuis octobre 1992, est réélue.
- 30 — Mouvement de grève très dure aux PTT, à la RATP, à la SNCF et à Air Inter.
- IV.1 — En mars :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur à 11,1 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 287,8 millions en fin de mois (cvs).
- Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 6 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France baisse le taux des prises en pension à 24 heures à 7,75 %.
- 23 — 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle, 21,62 % d'abstentions. Lionel Jospin arrive en tête du scrutin avec 23,30 % des suffrages exprimés, contre 20,84 % à Jacques Chirac et 18,58 % à Édouard Balladur. Dès le 23, Édouard Balladur appelle à voter pour Jacques Chirac pour le deuxième tour de l'élection présidentielle.
- V. 1 — En avril :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur de 11,7 milliards de francs (cvs) ;
  - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3264,9 millions en fin de mois (cvs).

- 7 — Second tour des élections présidentielles remportées par Jacques Chirac avec 52,64 % des voix contre 47,36 % à Lionel Jospin avec 20,33 % d'abstentions.
- 17-18 — Alain Juppé est nommé Premier ministre et présente son nouveau gouvernement qui comprend, outre le Premier ministre, 42 membres dont 12 femmes.
- 23 — Rencontre entre Jacques Chirac et Helmut Kohl à Strasbourg.  
— Déclaration de politique générale d'Alain Juppé devant l'Assemblée nationale où il présente les «six fronts» de sa bataille pour l'emploi.
- 31 — Serge Tchuruk, PDG de Total est nommé à la présidence d'Acatel-Alsthom, en remplacement de Pierre Suard.
- VI.1 — En mai :
  - hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur de 8,3 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3250,2 millions en fin de mois (cvs).
- Publication du décret de privatisation d'Usinor–Sacilor.
- 13 — Jacques Chirac annonce la reprise des essais nucléaires français (huit entre septembre 1995 et mai 1996). Cette décision provoque une vague de protestations, des États du Pacifique notamment.
- 18 — Au second tour des municipales: le FN gagne une ville de plus de 100 000 habitants, Toulon, une de plus de 30 000, Marignane et une de plus de 15 000, Orange. La gauche détient 18 municipalités (+2) dans les villes de plus de 100 000 habitants, la droite 14 (– 3). A Paris, le RPR perd 6 arrondissements de l'Est parisien. Jean-Claude Gaudin (UDF) gagne la mairie de Marseille et Raymond Barre (UDF) celle de Lyon. Valéry Giscard d'Estaing échoue à Clermont-Ferrand. Le PS se maintient à Lille, Strasbourg et Orléans, enlève Grenoble, Rouen, Tour, Arles et Sarcelles. Le PCF gagne Nîmes, La Ciotat et la Seyne-sur-Mer, mais perd Le Havre.  
Sur les 388 villes de plus de 20 000 habitants, le PC en gérera 55, le PS 119, les divers gauche 20, les divers droite 27, l'UDF 77, le RPR 87 et le FN 3.
- 22 — Le Premier ministre, Alain Juppé présente le collectif budgétaire qui comporte des mesures en faveur du logement et de l'emploi (contrat initiative-emploi, aides à l'insertion des jeunes, allégement des charges sur les bas salaires), financées par une hausse de 2 points de la TVA, une majoration exceptionnelle de l'impôt de solidarité sur la

fortune et de l'impôt sur les sociétés et par des économies budgétaires. Le déficit de l'État pour 1995 est maintenu à 322 milliards.

- Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France remet en vigueur le taux des prises en pension de 5 à 10 jours au taux de 7,5 %.
- VII.1
- En juin :
    - stabilité des prix de détail ;
    - excédent du commerce extérieur de 9,5 milliards de francs (cvs) ;
    - pour la première fois depuis août 1992, baisse à 3 209,1 millions du nombre des demandeurs d'emploi (cvs), mais le nouveau mode de calcul exclut près de 300 000 demandeurs d'emploi.
  - Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 1
- Revalorisation du SMIC de 4 %, son taux horaire est porté à 36,98 francs.
- 5
- Les syndicats (CFDT, FO et CGT) et le CNPF concluent à un accord créant un fonds paritaire d'intervention pour l'emploi.
- 6
- Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France ramène le taux des prises en pension de 5 à 10 jours de 7,50 % à 7,25 %.
- 13
- Jacques Chirac appelle solennellement ses alliés à une « action militaire ferme et limitée » pour régler le conflit entre les bosniaques et les serbes.
- 20
- Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France abaisse le taux des prises en pension de 5 à 10 jours de 7,25 % à 7 %.
- 25
- Une bombe explose dans une rame de la ligne B du RER à la station Saint-Michel, faisant 7 morts et 84 blessés.
- 28
- L'Assemblée nationale adopte en première lecture les deux projets de loi instituant le contrat initiative-emploi (CIE) et allégeant les charges sur les bas salaires.
  - L'Assemblée nationale et le Sénat adoptent le collectif budgétaire qui porte le déficit prévisionnel pour 1995 à 321,6 milliards de francs.
- 29
- Le Parlement adopte les deux projets de loi instituant le contrat initiative-emploi (CIE) et abaissant les charges sociales sur les bas salaires.

- 31 — Réuni en congrès à Versailles, le Parlement adopte, par 674 voix contre 178, la révision de la Constitution de 1958 voulue par Jacques Chirac instituant une session parlementaire ordinaire unique de 9 mois, modifiant le régime de l'immunité parlementaire et portant extension du champ d'application du référendum,
- VIII.1 — En juillet :
- diminution de 0,2 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur de 4,2 milliards de francs (cvs) ;
  - pour le deuxième mois consécutif, baisse de 24 600 du nombre de demandeurs d'emploi à 3 165,5 millions en fin de mois (cvs).
- La hausse de la TVA de deux points de la taxe à la valeur ajoutée — qui passe de 18,6 % à 20,6 % — entre en vigueur.
- 3 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France réduit le taux des prises en pension de 5 à 10 jours de 7 % à 6,50 %.
- 10 — La France s'engage, à Genève, dans le cadre de la conférence sur le désarmement, à soutenir à partir de 1996 l'interdiction de « tous les essais nucléaires » dans le monde.
- 17 — Attentat à la bombe à Paris qui fait 17 blessés.
- 23 — Paul Marchelli, ancien syndicaliste CGC, est nommé membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France en remplacement de Michel Sapin, démissionnaire.
- 25 — Alain Madelin, ministre de l'Économie remet sa démission à la demande du Premier ministre, après avoir dénoncé « l'injustice » d'un système de retraite plus avantageux pour les fonctionnaires que pour les salariés du secteur privé. Jean Arthuis lui succède.
- 26 — Un conducteur de TGV repère à côté de la voie, près de Lyon une bombe dont le système de mise à feu était défectueux.
- 28 — Le ministre du Logement annonce la réquisition de 500 logements vides situés en région parisienne, appartenant à des investisseurs institutionnels.
- 31 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France décide une baisse de 0,35 % de l'un de ses taux directeurs, la prise en pension de 5 à 10 jours, qui passe de 6,50 % à 6,15 % et laisse inchangé son taux plancher à 5 %. Les banques annoncent la réduction du taux de base bancaire de 8,25 % à 7,90 % à compter du 4 septembre.

- IX.1 — En août :
- hausse de 0,4 % des prix de détail;
  - excédent du commerce extérieur de 8,4 milliards de francs (cvs) ;
  - après deux mois d'accalmie, hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 3 189,8 millions en fin de mois (cvs), soit une augmentation de 0,9 %.
- 6 — Alain Juppé présente une réforme des aides à l'achat d'un logement. Un prêt à taux zéro d'un montant moyen de 120 000 francs sera accordé sous un plafond de ressources de 4,5 fois le SMIC.
- 7 — Les partenaires sociaux (CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, CNPF, CGPME, UPA) concluent un accord permettant aux salariés ayant cotisé pendant quarante ans de quitter l'entreprise à cinquante-sept ans; pour chaque départ anticipé un salarié devra être embauché.
- Le plan « Vigipirate » entre en vigueur, après l'attentat contre une école juive de Villeurbanne.
- 8 — La privatisation partielle du groupe public Bull est engagée. L'État conserve 40 % du capital et France Télécom 17 %.
- 14 — Eurotunnel annonce qu'il suspend le paiement des intérêts de sa dette pour une durée maximum de dix-huit mois.
- 20 — Alain Juppé présente en Conseil des ministres le projet de loi de finances pour 1996. Le déficit baisse de 32 milliards les dépenses progressent de 1,8 % par rapport au collectif de juin, mais de 4 % par rapport au budget initial voté il y a un an. Le déficit public devra être réduit à 4 % du PIB en 1996, après 5 % en 1995 et 6 % en 1994, afin que les critères de convergence du Traité de Maastricht soient atteints en 1997. Le Premier ministre s'engage à rétablir l'équilibre des comptes sociaux en 1997 et annonce un grand débat national sur l'avenir de la Sécurité sociale, qui prendra la forme d'un forum dans chacune des vingt-deux régions en octobre et s'achèvera à la mi-novembre.
- 29 — Khaled Kelkal, jeune algérien soupçonné d'avoir participé à plusieurs attentats terroristes en France est tué lors d'une fusillade avec les forces de police.
- X.1 — En septembre :
- après trois mois consécutifs de stabilité, hausse de 0,4 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur de 7,9 milliards de francs (cvs) ;
  - nouvelle hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 3 218,1 millions en fin de mois (cvs).

- 1-2 — Une importante opération de police menée conjointement à Paris, Lille et Lyon aboutit à l'arrestation de six personnes, de nationalité française et algérienne membre du réseau Kelkal.
- 2 — René Monory est réélu président du Sénat. Sur les 321 sénateurs, René Monory obtient 186 voix.
- 4 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi sur la « prestation autonomie ». Son entrée en vigueur le 1er janvier 1996 devrait permettre aux personnes âgées dépendantes de plus de soixante ans, vivant à domicile de percevoir une allocation d'un montant maximum de 4 300 francs par mois si elles ont un revenu net fiscal inférieur à 9 250 francs.
- 6 — Crise sur les marchés financiers. Le cours du mark, après s'être élevé le 5 de 3,45 francs à 3,47 francs, atteint 3,49 francs.
- 9 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France relève ses taux directeurs pour lutter contre la chute du franc sur les marchés des changes. Son taux-plafond est porté de 6,15 % à 7,25 %.
- 10 — Les banques relèvent leur taux de base de 7,9 % à 8,2 %.
- 15 — Aux assises du RPR, Alain Juppé est élu président du RPR.
- 16 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France abaisse d'un quart de point le taux des prise en pension à 24 heures, ramené de 7,25 % à 7 %.
- 18 — Nouvelles attaques contre le franc, qui tombe jusqu'à un cours de 3,51 francs pour un mark.
- 26 — Intervention télévisée de Jacques Chirac qui annonce qu'il se fixe comme objectif prioritaire pour les deux années à venir la réduction des déficits publics. Cette action passera par une diminution des dépenses, mais aussi par une augmentation des prélèvements.
- 29-30 — Après l'intervention du président de la République, le franc se renforce et s'échange à 3,46 francs pour un mark.
- 31 — Les quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC et CGC) et le CNPF signent un accord novateur sur le temps de travail : ce texte facilite l'annualisation du temps de travail (avec possibilité de moduler les horaires), et institue en contrepartie une réduction des heures travaillées.

- XI.1 — En octobre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur de milliards de francs (cvs);
  - hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 3 240,3 millions en fin de mois (cvs).
  - chute de 4,4 % de la consommation des ménages en produits manufacturés. Par rapport au mois d'octobre 1994, le recul est de 2,3 %, la consommation retombe à ses niveaux de 1993.
- Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- 2 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France baisse de 7,0 % à 6,60 % le taux des prises en pension à vingt-quatre heures. Le franc s'affiche à 3,46 francs pour un mark.
- 7 — Alain Juppé présente la démission de son gouvernement à Jacques Chirac, qui le renomme aussitôt Premier ministre. Le second gouvernement d'Alain Juppé est composé de 32 membres. La plupart des grands ministères ne changent pas de titulaires. Les principales victimes du remaniement sont Jean Puech qui était à la Fonction publique, Élisabeth Hubert, qui était ministre de la Santé et 8 autres femmes sur 12 que comptait le précédent gouvernement ; 4 femmes font partie du nouveau gouvernement.
- 9 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France lève son dispositif d'urgence instauré le 6 octobre en rétablissant son guichet des prises en pension de 5 à 10 jours contre 24 heures auparavant. Le taux des pensions est ramené de 6,60 % à 6,35 %.
- 13 — Privatisation de Péchiney.
- 15 — Alain Juppé présente devant l'Assemblée nationale et engage la responsabilité de son gouvernement sur la réforme de la protection sociale.
- L'assiette de la CSG (Contribution sociale généralisée) sera élargie en 1997, au titre de la réforme fiscale. Une partie des cotisations maladie des salariés sera transférée sur cette CSG élargie pour alléger le coût du travail. L'assiette des cotisations patronales sera modifiée afin qu'elles ne pèsent plus exclusivement sur les salaires.
  - Création d'une « CSG bis », baptisée RDS (Remboursement de la dette sociale) pour le remboursement de la dette de la Sécurité Sociale accumulée de 1992 à 1995 et le déficit prévisionnel de 1996, soit au total 250 milliards de francs. Ce RDS, créé pour treize ans sera assis, à partir du 1er janvier 1996, sur tous les revenus, à l'exception des minima sociaux,

des pensions militaire d'invalidité, des rentes d'accidents du travail et des revenus des livrets d'épargne exonérés (livret A et assimilés). Son taux sera de 0,5 % et rapporterait 25 milliards.

- Régime universel d'assurance maladie mis en place progressivement, avec les mêmes droits pour tous.
- Réforme des hôpitaux avec la création d'agences régionales de l'hospitalisation publique et privée pour gérer les crédits alloués au niveau régional.
- Maîtrise médicalisée des dépenses.
- Lutte contre les gaspillages.
- Les cotisations de l'assurance maladie seront augmentées de 1,2 % en 1996 et à nouveau en 1997 sur les revenus des retraités imposés à l'Impôt sur le revenu et s'appliquera aux allocations chômage supérieures au SMIC.
- Contribution exceptionnelle des médecins et des laboratoires pharmaceutiques, 1 franc par feuille de soins en 1996 et 1997 ; 2,5 milliards de francs ponctionnés sur les laboratoires en 1996.
- Imposition des allocations familiales, envisagée en 1997.
- Réforme des régimes spéciaux de retraite.
- Contribution du FSV (Fonds de solidarité vieillesse).
- La prestation autonomie en faveur des personnes âgées, annoncée le 4 octobre dernier et qui devait rentrer en vigueur le 1er janvier 1996 ne sera mise en œuvre qu'à partir du 1er janvier 1997.
- Réforme de la Constitution qui permettra au Parlement de se prononcer chaque année sur l'équilibre prévisionnel des régimes de la Sécurité sociale.

- 16 — Adoption à l'Assemblée nationale du projet de loi de finances pour 1996. Le déficit budgétaire, réduit de 2,3 milliards de francs par rapport au projet initial, est de 287,39 milliards de francs.
- Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France réduit pour la première fois depuis juillet 1994 son principal taux directeur (appel d'offres) le faisant passer de 5 à 4,80 %. Le CPM baisse également le taux de prise en pension d'un quart de point à 6,10 %. Les banques commerciales diminuent leur taux de base, à 7,80 % contre 8,20 % depuis le 16 octobre. Le franc reprend plus d'un centime face au mark à 3,44 francs.
- 21 — Grève et défilés à Paris et dans les grandes villes des étudiants et des professeurs d'Université pour obtenir plus de moyens.
- 24–28 — Grève générale de la SNCF et de la RATP pour protester contre les réformes de leur régime de retraite et de la protection sociale prévues par Alain Juppé.

- XII.1 — En novembre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur à milliards de francs (cvs) ;
  - hausse du nombre des demandeurs d'emploi à millions en fin de mois (cvs).
- 3 — François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale présente un plan d'urgence pour les universités: inscription en loi rectificative dès la fin 1995 de 2 milliards de francs en autorisation de programme pour des aménagements de locaux ; amendement à la loi de finance 1996 donnant aux universités 369 millions supplémentaires en sus des 200 millions déjà attribués. 2 000 emplois supplémentaires d'enseignants seront créés.
- 4 — Durcissement du mouvement de grève dans le secteur public, la CGT et FO appellent à la grève générale, public et privé et demandent le retrait du « plan Juppé ». Le 5, manifestations du secteur public à Paris et dans les grandes villes.
- 7 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France baisse de 0,1 point le taux d'appel d'offres de 4,8 % à 4,70 %.
- 7-8 — Poursuite de la grève de la Fonction publique, notamment dans les transports, à Paris et en Province. De nombreuses manifestations pour le retrait du plan Juppé ont lieu dans toute la France.
- Sommet franco-allemand à Baden-Baden où Jacques Chirac déclare que « la lutte contre les déficits n'est pas motivée par le traité de Maastricht ».
- 10 — Alain Juppé propose aux syndicats de les recevoir et se dit prêt à organiser « un sommet social sur l'emploi, l'insertion des jeunes, la réduction du temps de travail » tout en montrant les lignes de force de la réforme. Face à l'obstruction de l'opposition à l'Assemblée nationale, le recours au 49-3 est utilisé pour faciliter l'adoption de la loi d'habilitation qui permettra au gouvernement de procéder par ordonnance.
- 12 — Alain Juppé annule le projet de réforme des régimes spéciaux de retraite dans le secteur public et reporte *sine die* la signature du contrat de plan, à la SNCF.
- 12-15 — Poursuite de la grève de la Fonction publique. Nombreuses manifestations à Paris et en province.
- 13 — Jacques Chirac réaffirme sa confiance au gouvernement et déclare « qu'il n'y a pas d'alternative » à la politique menée par lui.

- 15 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France réduit le taux d'appel d'offre d'un quart de point de 4,7 % à 4,45 %.
- 18 — Fin de la grève du secteur public. Reprise progressive dans les transports urbains.
- 20 — Loïk Le Floch-Prigent est nommé président de la SNCF en remplacement de Jean Bergougnoux, démissionnaire.
- 21 — Le Conseil de la politique monétaire de la Banque de France réduit le taux plafond, celui des pensions à 5 et 10 jours à 5,85 %.

### **Sciences et Technique**

- VI. 29 — La navette américaine Atlantis s'arrime à la station russe Mir, prologue à la construction de la future station internationale Alpha.
- VII. 4 — Les Américains de la navette spatiale Atlantis et les Russes du train orbital Mir, se séparent après un vol en commun depuis le 29 juin.